

**Assemblée générale**

Distr. générale
26 février 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 72 de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme

**Lettre datée du 12 février 2018, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des informations concernant les mesures prises par le Gouvernement ouzbek pour continuer de favoriser l'exercice des droits de l'homme et de renforcer l'état de droit dans le pays aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 72 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bakhtiyor Ibragimov



Annexe à la lettre datée du 12 février 2018 adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : russe]

Mesures prises par le Gouvernement ouzbek pour continuer de favoriser l'exercice des droits de l'homme et de renforcer l'état de droit dans le pays aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable

Aujourd'hui, l'Ouzbékistan a consolidé sa position d'État indépendant et souverain et occupe une place digne de ce nom au sein de la communauté internationale. La Constitution ouzbèke garantit l'indépendance nationale, les droits de l'homme et les libertés fondamentales ainsi qu'un mode de développement qui a été choisi par le peuple.

Comme le Président de la République d'Ouzbékistan S. M. Mirziyoyev l'a fait remarquer, la loi suprême est l'exact reflet des conceptions politique et juridique de la nation. La Constitution est garante tout à la fois d'un pays indépendant, libre, pacifique et prospère et représente une assise solide qui permettra l'édification d'un État démocratique régi par le droit, la formation d'une société civile forte et la mise en place d'une économie de marché.

La Constitution est en particulier le fondement républicain du système législatif national, des organes étatiques et des organisations de la société civile. De vastes réformes sont actuellement menées dans toutes les sphères de la vie nationale. L'État ne cesse d'accroître son potentiel social, économique et politique et la population s'ouvre de plus en plus au monde extérieur.

Le Gouvernement s'est donné comme mot d'ordre de faire en sorte que la population profite des fruits des réformes dès à présent. À cette fin, il a adopté une stratégie d'action sur cinq ans (2017-2021), qui définit des volets de développement prioritaires pour le pays, dont le contenu fait largement écho aux objectifs de développement durable. L'exécution de cette stratégie a donné lieu, rien que pour l'année dernière, à l'adoption d'une vingtaine de lois et de plus de 700 actes réglementaires. Tout est mis en œuvre pour que la devise « Les intérêts humains avant tout » soit concrètement appliquée.

Le rôle et la vocation, dans la vie politique du pays, des organes représentatifs du pouvoir, le Parlement et les conseils locaux de représentants nationaux (kengachs), ont été radicalement transformés. Les attributions du législateur et des partis politiques ont été élargies et le contrôle exercé sur la vie parlementaire et civile renforcé.

Des efforts conséquents sont consacrés à la démocratisation du pouvoir exécutif. Le Gouvernement est investi de tâches et de mandats plus nombreux ainsi que d'une plus grande responsabilité, notamment devant le Parlement. Les institutions reflètent un principe fondamental consacré par la Constitution, à savoir que le peuple est l'unique source du pouvoir étatique.

Dans le cadre de la consolidation de l'état de droit, l'Ouzbékistan accorde une attention particulière à la réforme radicale du système judiciaire. À des fins d'harmonisation des pratiques appliquées dans ce domaine, la Cour suprême et la Haute Cour économique ont été réunies. Un Haut Conseil judiciaire, nouvellement créé, vise à prévenir toute ingérence illégale dans le choix et la nomination des juges par la mise en place d'un système ouvert et transparent, prônant l'alternance.

Les postes de juges vacants sont pourvus dans les plus brefs délais, ce qui a permis de mieux garantir l'indépendance des magistrats appelés à protéger les droits des citoyens.

Les enquêtes répondent à des critères de qualité qui ont été rehaussés et la responsabilité des enquêteurs a elle aussi été revalorisée. Afin de garantir la légalité et l'équité de tout jugement, une pratique consistant à le soumettre à la consultation publique a été instituée. Dans le cadre des réunions de citoyens tenues dans les mahallas, des conseils de l'Union de la jeunesse d'Ouzbékistan organisés au niveau des régions et des villes et des comités de femmes, les condamnés, en particulier les jeunes, sont assujettis à des peines non privatives de liberté destinées à les remettre sur le droit chemin.

En vertu du décret présidentiel intitulé « Mesures complémentaires de renforcement des garanties relatives aux droits et aux libertés des citoyens dans le domaine des enquêtes judiciaires », il est interdit de recourir à la torture et d'exercer une pression physique et psychologique ou toute autre forme de violence. Il est prévu d'équiper les centres d'instruction et de détention provisoire de dispositifs de vidéosurveillance.

En matière d'instruction d'affaires criminelles, il est interdit d'utiliser toute information obtenue de manière illicite. La falsification de preuves fera l'objet de poursuites pénales spécifiques. Les avocats ont quant à eux le droit de rassembler et de présenter des preuves concernant les affaires criminelles qu'ils instruisent, à condition qu'elles soient vérifiées et examinées en bonne et due forme par les organes chargés de l'instruction et de la procédure judiciaire.

La réintégration sociale et le retour au sein de la famille sont des solutions offertes à ceux qui ont commis un acte criminel par égarement ou manifestent un repentir sincère. Ainsi, en 2017, pour la première fois dans l'histoire du pays, le Président a signé un décret en vertu duquel 2 700 condamnés ont été graciés.

L'activité des forces de l'ordre a été entièrement revue avec la création d'un nouveau dispositif de prévention des infractions et de lutte contre la criminalité. Désormais, la priorité n'est plus donnée au traitement des conséquences des infractions mais à la prévention en temps utile des actes illicites.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme Zeid Ra'ad Al Hussein et le Rapporteur spécial sur la liberté de religion ou de conviction Ahmed Shaheed, qui se sont rendus en Ouzbékistan pour la première fois l'année dernière, ont loué les efforts constants déployés par le Gouvernement ouzbek en faveur des droits de l'homme.

L'Ouzbékistan, soucieux de montrer sa solide détermination à respecter les droits de l'homme et à continuer de les promouvoir, entend organiser, à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme, un forum asiatique des droits de l'homme en novembre 2018, à Samarcande.

Le Gouvernement ouzbek est particulièrement attentif à la protection et au progrès des droits des jeunes, comme en témoigne l'adoption du décret relatif aux mesures visant à renforcer l'efficacité de la politique publique à l'égard des jeunes et à appuyer les activités de l'Union de la jeunesse d'Ouzbékistan. En outre, lors des débats qui se sont tenus à New York, dans le cadre de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, le Président ouzbek S. M. Mirziyoyev a lancé une initiative pour l'élaboration d'une convention internationale des Nations Unies relative aux droits des jeunes, qui serait un instrument juridique harmonisé visant à l'instauration et à la mise en œuvre d'une politique traitant des questions propres à la jeunesse, dans

le contexte de la mondialisation et du développement sans frein de l'informatique et des communications.

Le pays s'emploie à renforcer les garanties relatives à la liberté de l'activité économique, de l'entreprise et de l'emploi, et traite à titre prioritaire les questions relatives aux droits des consommateurs, à l'équité et à la protection juridique de toutes les formes de propriété privée. Afin de donner une assise concrète à ces règles, la libre conversion de la monnaie nationale, le sum, est entrée en vigueur en septembre de l'année dernière. Un Ministère du développement et de l'innovation a également été créé, de même qu'un institut chargé auprès du Président de la République de la protection des droits et intérêts légitimes des entreprises.

La justice sociale est également un principe que les autorités et la société ont à cœur de mettre en œuvre en donnant aux plus démunis et à ceux qui ont besoin d'aide, en premier lieu les personnes handicapées, les moyens de vivre une vie à part entière. À cet égard, outre la création de la Commission pour l'élaboration de propositions visant à l'amélioration intégrale du dispositif d'aide aux handicapés, une étude approfondie du champ concerné a été menée et un décret relatif à la mise en œuvre de mesures ad hoc adopté, en vertu duquel les personnes relevant de cette catégorie peuvent bénéficier de nouveaux avantages et se voient offrir des possibilités nouvelles. Il est également prévu d'adopter une loi portant spécifiquement sur les droits des personnes handicapées.

Dans l'ensemble, les réformes mises en œuvre en Ouzbékistan, qui visent avant tout à l'exercice des droits de l'homme et à la participation du peuple aux affaires publiques, ne sont donc pas restées à l'état de projets et ont été transcrites dans les faits. Par ailleurs, le Gouvernement ne relâche pas ses efforts en ce qui concerne :

- Le respect inconditionnel par les autorités du principe constitutionnel donnant la priorité aux droits de l'homme et aux libertés individuelles ;
- La transparence de l'action publique et la responsabilité vis-à-vis des représentants du peuple, à savoir les parlementaires et les élus des conseils locaux (kengachs) ;
- L'action prioritaire en matière de santé consistant à améliorer le dispositif d'aide médicale spécialisée, à atteindre le plus haut niveau de prévention des maladies, à rendre plus efficaces les services de soins à domicile et de dépistage et à donner accès à la population à des médicaments de qualité d'un prix abordable ;
- La justice sociale, c'est-à-dire l'égalité de tous devant la loi, indépendamment des opinions politiques, du sexe, de la nationalité, de la langue et des convictions religieuses ;
- Les droits constitutionnels garantissant aux citoyens la liberté de pensée, de parole et de croyance en vue d'édifier un État démocratique développé et de constituer une société civile forte ;
- L'application constante du principe de responsabilité réciproque entre les citoyens, l'État et la société, l'affirmation des liens entre droits et obligations aux fins d'une coopération efficace entre, d'une part, l'État et les personnes et, d'autre part, l'État et la société civile, l'objectif étant de relever les défis auxquels le pays fait face ;
- La libre entreprise et l'intangibilité de la propriété privée ;
- La protection complète des droits et des intérêts des citoyens ouzbeks, où qu'ils se trouvent.

Comme on peut le constater au vu de ce qui précède, l'Ouzbékistan s'est fixé l'objectif ambitieux d'entrer dans le cercle des États démocratiques et développés de la planète. À cet égard, les transformations à grande échelle qui se produisent actuellement dans le pays indiquent concrètement qu'il s'est engagé sur la bonne voie et que le succès des réformes en cours lui conférera un atout majeur pour y parvenir.
